Gérard Dussouy

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée
de l'Université Montesquieu de Bordeaux

(2011)

“Crises en Europe: quelles reterritorisations ?”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérard Dussouy

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée de l'Université Montesquieu de Bordeaux

“Crises en Europe : quelles reterritorisations ?”

Un article originalement publié dans la revue **Aquilon**, bulletin de l'Association des Internationalistes , n° 4, 1^o Avril 2011, pp. 5-14.

[Autorisation formelle accordée le 4 septembre 2011 par l'auteur et le directeur de la collection “Pouvoirs comparés” chez L'Harmattan, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels : gerard.dussouy@wanadoo.fr

Michel Bergès : michel.berges@free.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 5 septembre 2011 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, Royaume du Saguenay, Québec.

Gérard Dussouy

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée
de l'Université Montesquieu de Bordeaux

"Crises en Europe: quelles reterritorisations ?"

Un article originalement publié dans la revue [Aquilon](#), bulletin de l'Association des Internationalistes, n° 4, 1^{er} Avril 2011, pp. 5-14.

Table des matières

Introduction

1. La déterritorialisation de l'économie et la crise de longue durée.
 - 1.1 Déficits jumeaux et endettement public.
 - 1-2 Le vieillissement des populations et la faiblesse de la croissance.
 - 1-3 La tentation de la dérégulation spatiale
2. Communautarisme et polarisation sociale : nouveaux murs et relocalisations.
 - 2.1 Le communautarisme et l'impossible éradication de l'ethnicité.
 - 2-2 Polarisation sociale et montée des populismes.
3. Union européenne : éclatement ou reterritorisations fédératrices ?
 - 3-1 Le nouveau territoire monétaire de l'euro menacé ?
 - 3-2 Les reterritorisations fédératrices de l'Europe

Conclusion

Bibliographie

[5]

Gérard Dussouy

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée
de l'Université Montesquieu de Bordeaux

“Crises en Europe: quelles reterritorialisations ?”

Un article originalement publié dans la revue [Aquilon](#), bulletin de l'Association des Internationalistes , n° 4, 1° Avril 2011, pp. 5-14.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

La prospérité et le bien-être des populations de l'Union Européenne sont désormais en danger sous l'effet des crises engendrées par l'endettement des économies nationales et par les dérives chaotiques d'une économie mondiale et dérégulée. Destabilisé puis démantelé par les flux de la mondialisation, le modèle de l'Etat-providence-national est dans l'incapacité de répondre à la paupérisation des classes moyennes et populaires et d'enrayer le phénomène de la communautarisation. Corrélativement, si comme le défend Gertjan Dijkink l'histoire de la territorialité s'écrit comme la reformulation de la donne territoriale à une époque donnée, marquée par les conflits entre la reterritorialisation agissante et l'ancien ordre territorial (Dijkink, 2010), il est possible que nous soyons entrés dans une phase critique. Le temps qu'une nouvelle architecture territoriale se mette en place. Cette phase pourrait correspondre au *néomédiévalisme global*, qu'envisageait Hedley Bull comme une de ses hypothèses de l'évolution du monde, caractérisé par la segmentation de l'autorité, la multiplication des identités (locale, régionale, culturelle, voire sexuelle), la restauration de la violence privée au niveau international

comme au niveau interne (Bull, 1977, p.254-271). Tout cela dans l'attente d'un nouvel équilibre mondial fondé sur les « grands espaces » (Etats-Unis et macro-Etats émergents) tel qu'il paraît s'amorcer aujourd'hui et tel que l'avait anticipé Frédéric Ratzel.

Depuis l'implosion du système soviétique, la fragmentation de l'espace politique mondial est une tendance avérée. Elle est consécutive à la résurgence des réalités ethnoculturelles que les libéraux comme les marxistes, d'un côté, et l'immense majorité des chercheurs en sciences humaines, de l'autre, ne voulaient plus considérer que comme des archaïsmes ; au nom d'une conception trop rationaliste du monde et de la politique. Elle a été confortée par le discours sur la nouvelle territorialité du *small is beautiful*, selon lequel les unités marchandes de petite dimension (Etats-régions, paradis fiscaux, etc.) organisées en réseaux planétaires étaient celles dont la forme territoriale était la plus adaptée à la mondialisation de l'économie (Ohmae, 1996).

Concomitamment, le triomphe de la logique du marché a rendu les frontières très poreuses et a cautionné la mobilité sans précédent (grâce aux nouveaux moyens de transport et à la baisse de leurs coûts) des hommes à la surface du globe. C'est ainsi que l'intensification des flux migratoires a entraîné l'extension du multiculturalisme à toutes les démocraties occidentales, excepté le Japon. Leur cohésion nationale (même quand celle-ci ne relève pas de la compacité ethnique) en a été d'autant plus affectée que pour une variété de raisons, dont la possibilité pour elles de maintenir des liens avec leurs pays d'origine grâce aux satellites et aux télécommunications, les populations immigrées ont tendance à maintenir leurs identités séparées. Pour ces différentes causes, économiques et humaines, la substitution de l'Etat-marché multiculturel à l'Etat-providence national peut apparaître comme inéluctable.

Néanmoins, le futur de l'Etat-marché (sorte d'Etat-mosaïque avec ses risques d'implosion) est d'autant moins assuré qu'il s'est lui-même mis en danger à l'occasion de la crise de 2008-2009. Il s'est jeté dans une impasse financière alors qu'il va devoir faire front à une accumulation de difficultés. En sauvant le système financier international devenu insolvable, les Etats se sont endettés dans des proportions considérables, et ils sont maintenant sous la menace des marchés et des agences de notation. Ce qui est un comble. En sauvant les banques, ils ont fait un pari risqué. Ils ont cru qu'ils allaient rétablir la croissance et l'emploi, lui-

même plombé par la mondialisation du marché du travail. Or le coût de l'opération est énorme. Il correspond au plus grand transfert de richesse de l'histoire du secteur public vers le secteur privé. Une mesure qui s'avère fort inopportune au moment où l'Etat-marché, pris dans la spirale du déclin démographique et déjà surendetté, est sollicité de toutes parts : financement de la protection sociale et des systèmes de retraite, traitement social du chômage, lutte contre la pauvreté, etc.

Qu'en résultera-t-il ? Sachant qu'en l'absence de la régulation stato-nationale, non remplacée par une autre et à un autre niveau, européen en particulier, il est à craindre que les effets déstabilisants de la crise économique et sociale se cumulent avec ceux nés de la crise du multiculturalisme en Europe. Car celle-ci est maintenant admise par ceux qui exercent des responsabilités gouvernementales (la Chancelière allemande Angela Merkel, le Premier ministre britannique David Cameron). Leurs constats de cet échec du multiculturalisme reposent sur des réalités qui ne vont pas sans ressemblance avec celles que le géographe Christophe Guilluy relève dans son bilan argumenté des « fractures françaises » (Guilluy, 2010). Il n'est donc pas surprenant que la crise systémique, justement désignée ainsi parce qu'elle est, au moins en Europe, à la fois financière, économique, sociale, démographique et sociétale, entraîne d'ores et déjà les bifurcations territoriales que ce dernier décrit.

[6]

Chmage

Taux de chmage (sept. 2010, en %)

Source : Eurostat

Fiscalit

Taux de l'impt sur les socits (en %)

Mais il est probable aussi que dans les décennies qui viennent, les nécessités de la régulation économique et sociale et de l'ordre politique vont provoquer d'autres reterritorisations, infra et supranationales. La difficulté majeure va résider dans la mise en place d'une régulation socio-spatiale face à deux dérives cumulables. D'un côté, l'accroissement des disparités de revenus entre les plus riches, forcément très minoritaires même si leur nombre augmente, et la masse des modestes et des pauvres socialement de plus en plus exposés, dans un contexte de crise des finances publiques et d'alourdissement des dépenses sociales. D'un autre côté, l'accentuation du communautarisme en raison d'un solde migratoire qui depuis 2002, dans l'Union européenne, a en gros triplé pour atteindre entre un million six cent mille et deux millions de personnes par an. Car, il a pour effet d'élever de façon continue la proportion des populations non-européennes, avec [7] des pourcentages particulièrement élevés (du cinquième à la moitié) dans de nombreuses métropoles, et par conséquent de compliquer sans cesse leur intégration (Guilluy, 2010). Tous ces défis concernent le devenir de l'Union européenne qui pourrait bien connaître l'éclatement de la zone euro, sauf à opter pour des reterritorisations fédératrices.

1 – La déterritorialisation de l'économie et la crise de longue durée.

[Retour à la table des matières](#)

Au moins en Europe, la porosité ou l'effacement des frontières économiques, les progrès des moyens de communication et de transport, et l'importance de l'immigration accréditent la transformation en cours de l'Etat-nation en un Etat-marché multiculturel. C'est à dire que de la conception d'un Etat qui relève d'une nationalité exclusive, à l'espace clos et contrôlé, et principalement préoccupé par la cohésion, la solidarité et la sécurité de sa population, on est passé à celle d'un Etat qui s'est soumis aux règles du marché, en cherchant à rendre ses structures les plus efficaces et les plus attractives possibles pour le capital, tout en admettant les allégeances multiples de ses populations dans le but de maximiser leurs gains et de favoriser les intérêts individuels. Le problème est, qu'à de rares exceptions près, les pays européens n'étaient pas prêts pour la nouvelle division inter-

nationale du travail. Tandis que leurs populations autochtones ne sont pas disposées à renoncer à leurs systèmes de protection sociale, à un moment où leur vieillissement accéléré les rend de plus en plus lourds, et que tout cela provoque une explosion des déficits et des dettes souveraines. De fait, les situations nationales sont préoccupantes comme le font ressortir les statistiques qui suivent :

1.1 Défis jumeaux et endettement public.

La politique de l'endettement à laquelle se sont abandonnés la plupart des Etats européens tout au long de ces dernières décennies, afin de financer la demande sociale, et maintenant les emprunts qu'ils ont contractés pour voler au secours des banques et du système financier, ont ensemble considérablement aggravé leurs dettes publiques. Sans parler des Etats-Unis, où la situation est plus sérieuse encore, celles-ci ont augmenté en moyenne en Europe de 14,5 points de PIB de 2009 à 2010. Ce qui est inédit dans l'histoire, remarque Jacques Attali (Attali, 2010). De telle sorte que la dette publique représente 80% du PIB dans l'UE. Un taux qui est approximativement celui d'un pays comme la France (77%), mais qui peut être largement dépassé. Comme c'est le cas avec la Grèce (135% du PIB), dernière victime des spéculateurs, ou avec la Grande Bretagne (100%) qui pourrait être leur prochaine cible et qui ne pourra pas compter sur le soutien de la zone euro. Tout cela est fort préoccupant et limite énormément la marge de manœuvre financière et économique des gouvernements européens. En 2010, la France était débitrice de 454 milliards d'euros, soit plus de cinq années de ses revenus fiscaux.

De plus, la divergence économique intra-européenne s'accroît entre les Etats membres de la zone euro, ceux qui ont un déficit de leurs finances publiques mais qui ont un solde positif de leurs transactions courantes, et les autres Etats membres, en situation critique, concernés à la fois par les déficits jumeaux des comptes publics et des échanges avec les pays tiers. Or, ces échanges sont et seront d'autant plus difficiles à équilibrer que la déterritorialisation des économies, soit le fait que les multinationales ont délocalisé leurs appareils productifs et qu'elles réalisent désormais une part croissante et prédominante de leurs chiffres d'affaires sur les marchés extérieurs, se confirme. Cette déterritorialisation est la négation

du libre-échange qui reposait sur la fixité des facteurs de production, quand la sous-traitance généralisée fait que le savoir-faire technologique, les laboratoires de recherche et les services sont eux aussi délocalisés vers les pays à bas salaires (Dussouy, 2009, p. 85-88).

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En matière de déficits publics, ceux de la zone euro et de l'Union européenne à 27 atteignaient en 2009 respectivement 6,3% et 6,8% du PIB (et la dette publique respectivement 78,7% et 73,6%). Mais le point essentiel réside dans la divergence constatée au sein des Etats membres de la zone euro : en 2009, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en Irlande (-14,4%), en Grèce (-15,4%), en Espagne (-11,1%), au Portugal (-9,3%), en France (-7,5%). Aucun État membre n'a enregistré un excédent public. A la fin de cette même année 2009, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en Estonie (7,2%), au Luxembourg (14,5%), en Bulgarie (14,8%), en Roumanie (23,7%), en Lituanie (29,3%) et en République tchèque (35,4%). En revanche, douze États membres affichaient un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB: la Grèce (126,8), l'Italie (116%), la Belgique (96,7%), la France (78,1%), le Portugal (76,1%), l'Allemagne (73,4%), le Royaume-Uni (68,2%), l'Autriche (66,5%), l'Irlande (65,5%), les Pays-Bas (60,9%) et l'Espagne (53,2%). Cet endettement pouvant s'accompagner de taux de chômage élevés : Espagne (20,8%), Irlande (14,1%), malgré le taux d'imposition sur les sociétés le plus faible d'Europe (12,5% contre 33,3% en France), Grèce (12,2%), Portugal (10,6%).

En ce qui concerne les soldes des transactions courantes, le graphique 1 (voir ci-dessous) fait apparaître que seuls cinq pays de la zone euro (Allemagne, Luxembourg, Pays Bas, Autriche et Finlande) dégagent une capacité de financement, grâce à leur commerce extérieur. Ceci témoigne d'une bonne insertion dans la division internationale du travail, même si une part essentielle du solde courant positif est réalisée par ces pays au sein même de l'Union européenne. C'est notamment vrai de l'Allemagne dont la spécialisation internationale est remarquable depuis toujours, c'est à dire depuis la seconde révolution industrielle ; mais qui pratique aussi depuis plusieurs années, avec l'accord des syndicats, une réelle déflation salariale afin de sauvegarder les emplois. L'exception allemande durera-t-elle ? Quand on sait que la population allemande va diminuer de 20% d'ici à 2060, soit de 82 à 65 millions d'habitants avec alors un Allemand sur trois qui

aura plus de 65 ans, et que cela va gravement affecter les effectifs de sa main d'œuvre hautement qualifie. C'est dj le cas, mais pour le moment cette dflation dmographique a l'avantage, et avant qu'elle ne tourne la catastrophe, de limiter le taux de chmage.

[8]

Il va de soi que les pays de la zone euro qui enregistrent des dficits jumeaux des finances publiques et des transactions courantes sont donc en grande difficult aujourd'hui. Mme s'ils ne connaissent pas tous la situation de la crise dclare, comme la Grce ou l'Irlande. Les dficits publics actuels peuvent tre rsorbs par un ajustement interne bas sur une hausse de la fiscalit (avec un risque faible d'vasion fiscale accrue) et une rationalisation des dpenses publiques. Avec plus ou moins de rigueur, et forcment des mcontentements populaires. Par contre, ils ont peu de chance de l'tre par le retour une croissance conomique plus forte, tire par la demande extrieure ou par une politique de relance interne. Dans le premier cas, parce qu'il existe un grave problme de comptitivit-structure qui se pose tous les pays de la zone euro caractriss justement par un solde extrieur dfavorable rcurrent, et que ce problme n'a cess d'tre exacerb par la mon-

dialisation. Dans le second cas, parce que dans des économies ouvertes comme le sont les économies européennes toutes les politiques de relance profiteraient d'abord aux importations en provenance des pays émergents aux avantages comparatifs d'autant plus favorables qu'ils s'appuient sur des différences de taux de salaire et de protection sociale tout à fait insondables...

Dans l'avenir, l'endettement public élevé des Etats risque de les conduire à emprunter encore sur les marchés financiers, ce qui pourrait engendrer une tension sur les taux d'intérêt et un risque d'effet d'éviction du secteur privé demandeur de ressources pour financer ses investissements. L'investissement des entreprises pourrait ainsi en être gravement affecté à un moment où les déficits des soldes courants de plusieurs pays de la zone euro exigent des efforts nouveaux et accrus en recherche et d'innovation pour refonder un appareil productif suffisamment créateur d'emplois.

La crise de la dette va sans aucun doute ajouter ses effets à ceux de la désindustrialisation pour créer un supplément de pauvreté au sein des populations européennes. Et selon l'historien Niall Ferguson, d'après qui ce type de crise n'a été surmonté qu'une seule fois, par le Royaume-Uni après 1815 mais dans le contexte extrêmement favorable de la révolution industrielle et de l'expansion coloniale, les Etats trop endettés vont soit être déclarés en faillite (comme cela est arrivé à l'Argentine en 1999), soit connaître l'inflation et la dépréciation monétaire (Ferguson, 2011).

1-2 Le vieillissement des populations et la faiblesse de la croissance.

Le vieillissement est un phénomène qui concerne toute la population mondiale. De 28 ans en 2005, l'âge médian des habitants de la planète passerait à 38,1 ans en 2050. Mais c'est en Europe qu'il va être le plus sensible et que ses conséquences seront les plus redoutables. En effet, « entre aujourd'hui et 2050, seule la catégorie de la population des plus de 65 ans est amenée à s'accroître dans l'UE à 25 avec un taux de croissance annuel moyen de 1,3%, contre une baisse de 0,3% par an pour les personnes d'âge actif et de 0,5% pour la catégorie des jeunes de moins de 14 ans » (Riches-Florès, Prétêt, 2007, p.45). Ce changement a quatre

causes qui se combinent : la fécondité, l'allongement de l'espérance de vie, la composition par âge des flux migratoires, et l'héritage des évolutions passées (Dumont, 2006, p.20-21). Depuis le début des années soixante la diminution de la fécondité est continue pour se situer dans l'UE à 25, au début du 21^e siècle, aux environs de 1,4 enfant par femme, soit un niveau inférieur du tiers au seuil de remplacement (Dumont, 2006, p.96). Dans le même temps, l'espérance de vie à 60 ans est passée de 15,8 ans en 1960 à 19,6 ans en 2002 pour les hommes et de 19,0 ans à 23,8 ans pour les femmes (Dumont, 2006, p.96).

Ce vieillissement général de la population européenne appelle deux remarques. D'abord il est inégal, puisque l'on peut distinguer des pays à vieillissement très marqué (avec plus de 23% de personnes âgées pour l'Italie, l'Allemagne et la Grèce), des Etats à vieillissement élevé (entre 20 et 23% de personnes âgées : Suède, Finlande, au Nord, France et Royaume-Uni à l'Ouest, Espagne et Portugal au Sud, Autriche, Hongrie, Bulgarie à l'Est), des Etats à vieillissement plus modéré (18 à 20% de personnes âgées) que l'on trouve aussi bien au Nord (Danemark, Lituanie) [9] qu'à l'Ouest (Pays-Bas), ou à l'Est (Roumanie, République Tchèque), et enfin des exceptions où il est plus faible (Chypre, Irlande, Malte, Pologne et Slovaquie) (Dumont, 2006, p.98). Ensuite, il faut tenir compte que ce « vieillissement statistique » s'accompagne d'un moindre vieillissement biologique, en raison du meilleur état de santé qu'autrefois des personnes âgées (Dumont, 2006, p. 104-109). Ce qui rend plus acceptable l'élévation de l'âge de départ à la retraite, mais ce qui ne résoudra pas le problème de la pénurie de jeunes, et ce qui, par conséquent, ne garantira pas la liaison qui existe entre la croissance économique et la dynamique démographique.

Selon les économistes de la Société Générale, le vieillissement démographique des Etats européens fait planer sur eux la menace d'un appauvrissement de 9% à 23% par habitant selon les cas, d'ici à 2050 (Riches-Flores, Prétêt, 2006, p.47). En l'espace d'un demi siècle, des Etats particulièrement exposés comme l'Italie pourraient perdre jusqu'à 0,7% de croissance par an. Comment dans ces conditions se fera la prise en charge de la dépendance et de la solidarité intergénérationnelle ? Les tensions risquent d'être fortes entre des jeunes aux emplois précaires et de plus en plus mal rémunérés en raison de la concurrence mondiale et des retraités « qui détiennent près du tiers du patrimoine, qui cotisent trois fois moins qu'eux à l'assurance maladie, alors qu'ils en sont les principaux bénéficiai-

res et qui, indépendamment de leurs revenus, bénéficient de multiples réductions tarifaires » (Riches-Flores, Prétêt, 2006, p. 112). Avec un retraité pour deux actifs en Europe, le poids du vieillissement sur les finances publiques va devenir non supportable. « Dans l'Union à 25, les dépenses liées à l'âge de la population représentaient en 2004 près de 25% du PIB, les deux tiers étant liés au financement des retraites et à la santé. A l'horizon 2050, les estimations de la Commission [européenne] suggèrent que celles-ci atteindraient près de 30% » (Riches-Flores, Prétêt, 2006, p. 55). Alignement des retraites sur la durée de la vie, réduction du degré de générosité des systèmes de retraites, et privatisation partielle sinon totale de ces derniers s'imposent comme les seuls moyens d'enrayer l'endettement des Etats européens. L'alignement des prestations en Europe sur le système britannique, le moins « généreux au regard du poids des pensions par rapport au poids de la population de plus de 65 ans dans la population totale à l'horizon 2050 » (Riches-Flores, Prétêt, 2006, p.66) se traduirait par « une baisse des prestations retraites de l'ordre de 40% à 50% pour des pays comme la France, la Belgique ou le Portugal ... réduisant de près de moitié la hausse de l'endettement pour l'UE 12, de près de deux tiers » (Riches-Flores, Prétêt, 2006, p.66). Quant aux dépenses de santé, en suivant la même politique, c'est à dire en prenant comme référence les systèmes les moins portés à la dépense (autrichien, italien, portugais), « l'impact sur les dépenses pour des pays comme la France, le Royaume-Uni ou certains pays scandinaves serait significatif. Il impliquerait une baisse des dépenses de santé comprise entre 30% et 40% » (Riches-Flores, Prétêt, 2006, p.67). Soit au total des changements douloureux pour un grand nombre de retraités européens.

Le vieillissement démographique va amplifier le déclin économique relatif de l'Europe en réduisant la demande intérieure (c'est le phénomène inverse des « Trente Glorieuses »), en dissuadant les investissements productifs, en rognant le pouvoir d'achat des actifs déjà affecté par la stagnation de la rémunération du travail et par la précarisation de l'emploi. Il faut s'attendre à une désépargne des pays développés et à un déplacement des flux d'épargne vers l'Asie qui, sans le Japon, vers 2050 devrait accumuler 60% de l'épargne mondiale, contre 14% pour l'Europe, 10% pour l'Amérique Latine, 7% pour l'Amérique du Nord, 7% pour l'Afrique, 2% pour le Japon (Riches-Flores, Prétêt, 2006, p. 35). Le « choc démographique » risque donc être plus violent pour l'Europe, y compris la Russie, que pour les autres continents.

1-3 La tentation de la drgulation spatiale

La thmatique de l'exploitation conomique a servi de soubassement, dans le pass, aux revendications nationalistes dans les pays coloniss ou dans des rgions priphriques aux identits marques de quelques vieux Etats. De nos jours, et cela depuis deux ou trois dcennies, c'est plutt le dynamisme conomique qui veille les identits et qui incite certains peuples la dissidence. Il s'agit alors pour un territoire de s'extraire d'un carcan national estim trop pnalisant, de se dbarrasser de partenaires rgionaux jugs trop inefficients et trop exigeants. En mme temps, la crise aidant, c'est un moyen de faire front la comptition internationale acharne, et de prserver ainsi sa propre prosprit. On peut, juste titre, parler de drgulation spatiale puisque le but est de s'allger de certains cots territoriaux pour devenir plus comptitif.

Revendication identitaire et motivation conomique peuvent ainsi combiner leurs effets pour soutenir une politique de scession qui s'exprime dans des contextes trs varis et selon des historiques plus ou moins longs et compliqus. En Europe, plusieurs cas en attestent. Trois d'entre eux sont en pleine actualit. En Espagne, la Catalogne et le Pays Basque qui disposent toujours du plus haut niveau de revenus par habitant, malgr la politique de rquilibrage rgional men par l'Etat espagnol depuis plusieurs dcennies, arguent de leur spcificit culturelle, et cherchent par des moyens diffrents acqurir toujours plus d'autonomie et rvent encore d'indpendance. En Belgique, o les situations conomiques respectives de la Flandre (6 millions d'habitants) et de la Wallonie (3 millions d'habitants) se sont inverses vers le milieu du vingtime sicle, la premire devenue prospre entendrait bien prendre ses distances avec la seconde qui stagne et vit, selon elle, des subventions de l'Etat central. Mais, le difficile approfondissement du processus fdraliste engag (cause de la question de Bruxelles), d'une part, et les inquitudes de tous face aux consquences incalculables d'une indpendance unilatrale de la Flandre, d'autre part, ont conduit l'impasse et la suspension du gouvernement belge. Le processus est assez diffrent en Italie, o la Ligue du Nord, revenue de son utopique projet d'indpendance de la « Padanie », compte jouer de ses succs lectoraux (elle dirige maintenant le Pimont et

la Vntie) pour obtenir que l'Etat italien s'rige en vritable fdration. Elle y voit le moyen, par le biais du « fdralisme fiscal » de se dbarrasser du fardeau qu'est aux yeux de beaucoup d'Italiens du nord, le *Mezzogiorno*. Il n'est pas impossible qu'en cas de crise profonde, la tentation de la drgulation spatiale, sous la forme d'une indpendance suggre et organise [10] de ses DOM-TOM, concerne la France aussi. Ce qui serait comprhensible, tant il est vrai que les *confettis de l'ex-empire* sont d'un cot exorbitant pour les finances nationales, alors qu'ils ne prsentent plus aucun intrt d'ordre gostratgique ou mme symbolique (Millard, 2010).

En s'immergeant dans la mondialisation et en admettant, *de facto*, la dtrritorialisation de leurs conomies, les Etats europens se sont soumis eux-mmes aux rgles d'une concurrence totalement drgule avec des partenaires dont les structures conomiques et sociales n'ont rien de commun avec les leurs propres. Ils ont ainsi perdu toute marge de manuvre commerciale, malgr des efforts incessants en termes de gains de productivit. La crise dans laquelle ils sont entrs risque d'tre d'autant plus longue qu'ils sont lourdement endetts, et que leurs populations vieillissent rapidement. L'inscurit conomique devient ds lors source d'instabilit sociale et de dissidence territoriale.

2 - Communautarisme et polarisation sociale : nouveaux murs et relocalisations.

[Retour la table des matires](#)

La confiance, qui est la source de toute dmocratie et qui conditionne le bon fonctionnement de la loi, est une construction collective qui suppose l'adhsion des valeurs communes, et l'acceptation de rgles sociales, de solidarits. Toutes choses difficiles concevoir, laborer et respecter en dehors d'une communaut politique cohsive. Or, la mondialisation trouble gravement les consensus nationaux des dmocraties en les dstructurant socialement, et en les faisant basculer, en mme temps, dans le communautarisme (suite l'htrognisation des populations) et dans une nouvelle polarisation catgorielle. Tout cela au titre de la maximisation des intrts particuliers. Dans un pays comme la France, cela conduit, d'une part, une « ethnicisation des territoires » (Guilluy, 2010, p. 65), et

d'autre part, à une relocalisation des populations pauvres vers les espaces périurbains et ruraux (Guilluy, 2010, p.147-162).

Ainsi se confirme le pronostic de Georg Simmel d'après lequel la culture moderne dominée par le rôle de l'argent conduit à la conjonction de deux états sociaux, l'interdépendance et l'indifférence. En devenant le référent universel, l'argent a, d'un côté, libéré l'agir économique de toutes les contraintes, mais de l'autre, il fait perdre le sens de toute sociabilité à des agents de plus en plus dépersonnalisés (Simmel, 2005, p.27). La culture d'indifférence qui l'emporte, tandis qu'elle amoindrit le lien social et qu'elle décrédibilise la démocratie (taux d'abstention de plus en plus élevés dans les différentes élections en Europe), est un obstacle de plus à la construction politique européenne, parce qu'elle empêche l'émergence d'un véritable sentiment de solidarité et de préférence communautaire.

2.1 Le communautarisme et l'impossible éradication de l'ethnicité.

La cohabitation des cultures au sein de populations de plus en plus hétérogènes risque de devenir d'autant plus problématique dans certains pays européens tels que la France que, comme le montre Michèle Tribalat, directrice de recherche à l'INED, la justification économique de l'immigration (celle qui la légitime) s'est fortement érodée, et cela pour trois raisons. En premier lieu, parce que le nombre d'entrées au titre de travailleur est désormais dérisoire : 7500 personnes en France, en 2007, soit 5% du flux d'immigrants (Tribalat, 2010, p. 38). Les flux familiaux prennent désormais une part écrasante (55% en 2007). En second lieu, parce que contrairement aux idées reçues, et pour différentes causes que révèlent plusieurs rapports européens, « l'immigration n'apparaît pas en mesure de contrer le vieillissement et ses effets financiers » (Tribalat, 2010, p.100). En troisième lieu, parce que l'immigration est principalement formée de personnes non qualifiées, elle exerce une pression vers le bas sur les salaires (raison pour laquelle les organisations patronales lui sont favorables), alors que comme l'indique le rapport de la Chambre des Lords britannique relatif à la question :

« L'argument qui soutient qu'une immigration nette est nécessaire pour occuper les emplois vacants et que les immigrants occupent des emplois que les locaux ne peuvent ou ne veulent pas exercer est fondamentalement erroné. Il ignore les alternatives potentielles à l'immigration pour répondre aux pénuries de main d'œuvre, y compris l'ajustement par les prix dans un marché du travail compétitif et l'accroissement de l'offre de travail local qui en résulterait en l'absence d'immigration » (Tribalat, 2010, p.136).

Dans ces conditions, la seule politique migratoire qui serait rationnelle serait celle qui arrêterait la migration familiale au profit d'une immigration hautement qualifiée. Faute de quoi, il faut s'attendre à une multiplication des « concentrations ethniques favorisées par un évitement des lieux par les natifs » (Tribalat, 2010, p.163), socialement marginalisées, de plus en plus ghettoisées, et sources de tensions ou troubles qui perturbent la société toute entière.

La communautarisation des sociétés européennes inhérente à une telle immigration de masse est donc inéluctable. L'expérience de l'anthropologue indien Arjun Appadurai, et sa volte-face théorique par rapport à l'échec du multiculturalisme est, à cet égard, édifiante. Dans un premier livre, il entendait expliquer que la rencontre des migrations de masse et des nouvelles technologies de communication allait entraîner une interpénétration des cultures (Appadurai, 2001). Il croyait alors, tout en admettant que « les groupes migrent, se rassemblent dans des lieux nouveaux, reconstruisent leur histoire et reconfigurent leur projet ethnique » (Appadurai, 2001, p. 89), à la réalisation, à l'échelle globale, d'une « fédération de diasporas ». Puis, il lui a fallu déchanter et admettre que celle-ci ne saurait être qu'une communautarisation du monde. En effet, la juxtaposition qu'il a du constater dans toutes les sociétés multiculturelles que ce qu'il appelle des « lieux postnationaux » (il entend par là, la prolifération d'espaces diasporiques clos, « enfermés dans leur petite bulle », mais connectés entre semblables), est fondatrice d'une ethnicité réticulaire moderne, porteuse d'une dynamique d'implosion. C'est pourquoi, dans un second livre, l'anthropologue indien reconnaît qu'il a pêché par un optimisme naïf (Appadurai, 2007).

Appadurai s'interroge en particulier sur deux conséquences négatives du multiculturalisme, sans pouvoir apporter [11] d'explications. D'une part, sur le fait que les minorités, par leur démultiplication consécutive à l'intensification des flux migratoires, « génèrent aujourd'hui de nouvelles inquiétudes quant aux droits

(humains ou autres) à la citoyenneté, à l'appartenance et au caractère autochtone, et aux droits octroyés par l'Etat (ou par ce qu'il en reste) » (Appadurai, 2007, p. 67). D'autre part, sur la schizophrénie qu'engendre l'hybridité de la culture de ceux qui depuis les pays du Sud viennent s'installer en Occident. Par exemple, à l'instar de ce qui se passe pour nombre de ses concitoyens indiens, Appadurai constate qu'« ils finissent en Amérique en tant qu'émigrés civils et exilés moraux » (Appadurai, 2007, p.176), parce qu'« en tant qu'Américains, ils ont un puissant sentiment de leurs droits et de leurs libertés, dont ils cherchent à jouir dans toutes leurs dimensions. En tant que Non-Américains, ils conservent un sentiment de répulsion, d'aliénation et de distance qu'ils ont peut-être toujours eu » (Appadurai, 2007, p. 173).

Parmi les explications que recherche l'auteur précédent, celle que donne Anthony D. Smith de l'ethnicité est en mesure d'éclairer certaines tendances actuelles. Pour ce sociologue et historien britannique, le ressort et « l'immortalité » du « nationalisme ethnique » réside dans « une logique de refondation permanente » qui entraîne, qu'à ses yeux, son renouveau dans les sociétés modernes n'a rien d'anormal (Smith, 1998). Sa thèse est qu'en fonction des contextes historiques et des « chocs » de différentes natures subis, « la mutabilité de l'ethnie dans la persistance et sa persistance dans le changement » explique la résistance des ethno-nationalismes au temps (Smith, 1999). Une telle capacité d'adaptation entraîne qu'il ne faut voir dans le phénomène contemporain qu'une nouvelle phase de mobilisation de différentes identités qui remontent au dix-huitième siècle et au delà. Aujourd'hui, il s'agit pour les « identitaires » de sauvegarder, malgré la mondialisation, malgré les flux de l'uniformisation du monde, une mémoire, une spécificité, un mode de vie, une langue, dans le cadre d'une autonomie la plus large possible.

L'éternel retour de l'ethnicité explique la plupart des très nombreux conflits infra-étatiques de ces dernières décennies, ou les tractions internes que connaissent certains Etats. Sachant que la persistance de l'ethnie est garantie selon Smith quand sont réunis les six éléments constitutifs de ce qu'il appelle son « mythomoteur » : un nom collectif, un mythe commun d'une descendance, une mémoire collective d'une histoire partagée, une langue, un territoire même quand celui-ci a été perdu, un sens de la solidarité (Smith, 1999). Aussi est-il peu réaliste et même contreproductif sur le plan politique de nier l'existence des ethnies comme le fait

l'idéologie jacobine française. En France même, depuis longtemps, au nom de l'unité nationale et au prix de la destruction systématique des identités régionales, et ailleurs où cela a valu bien des déboires à la diplomatie française, en Afrique surtout. Comme il est illusoire de croire à leur dissolution dans le *melting pot* du multiculturalisme. Récemment encore, le Premier ministre turc Erdogan n'encourageait-il pas ses concitoyens installés en France à prendre la nationalité française qui leur est offerte, tout en veillant à conserver leur identité turque et à ne pas se laisser assimiler ? Il l'a fait lors de sa dernière visite officielle à Paris, en Avril 2010. Il se répétait d'une certaine façon, puisqu'il avait tenu des propos semblables pendant son voyage officiel en Allemagne en 2008, où il avait réclamé la création d'écoles, de collèges et de lycées turcs.

La répétition un peu partout à travers l'Europe de la problématique du « vivre ensemble séparés » (Guilluy, 2010, p.139), suite à la mobilité devenue sans borne des humains, et à la résistance à l'assimilation des identités diasporiques, explique la communautarisation en cours d'un grand nombre de sociétés.

2-2 Polarisation sociale et montée des populismes.

La situation se complique et la crise de confiance s'aggrave en raison d'une polarisation sociale de plus en plus marquée. Des études récentes sur l'ensemble des pays de l'OCDE font ressortir la forte croissance des inégalités. En France, plusieurs travaux confirment le lien entre la mondialisation et la dynamique des inégalités (Questions Internationales, n°22, 2006). Dans un livre à succès, David Rothkopf constate que l'économie mondialisée est en train de créer une « super-classe globale » qui ne cesse de s'enrichir et de prospérer, tandis que les classes moyennes et populaires des pays développés subissent de plein fouet les effets de la crise (Rothkopf, 2008). Mélange d'hommes d'affaires, des médias, banquiers, financiers, chefs d'entreprise, écrivains, journalistes, vedettes du *show-business* et du sport, cette élite qui représenterait 10% de la population mondiale contrôlerait 85% des richesses mondiales.

Le fossé se creuse à l'intérieur de chaque société nationale parce que si dans le passé, en dépit des conflits interclasses, le travail et le capital allaient de pair, il n'en va plus du tout ainsi. L'ardeur à délocaliser les industries a fait que la crois-

sance des grands groupes est de plus en plus dcouple de l'conomie nationale. C'est moins grave en Europe qu'aux Etats-Unis o les entreprises ralisent la moiti de leur chiffre d'affaires hors des frontires amricaines. Mais, on constate que l'activit conomique s'y poursuit au ralenti et que les destructions d'emplois se multiplient alors que les entreprises et les banques renouent avec les profits. Encore une fois, l'Allemagne se distingue par sa politique de concertation entre ses multinationales et ses syndicats pour conserver dans le pays un nombre convenu de salaris par entreprise, ainsi que la majeure partie de l'industrie forte valeur ajoute. Quant aux PME allemandes, elles privilgient le localisme, dans la mesure o se tenant l'cart des marchs de capitaux, elles exportent tout en s'approvisionnant en ressources humaines et financires dans leur territoire rgional. En France, la spculation immobilire (absente en Allemagne) ajoutant ses effets l'rosion des classes moyennes, une nouvelle rpartition des populations s'opre avec l'loignement des centres-villes et des banlieues proches de leurs couches les moins fortunes. Ce qui fait crire Christophe Guilluy que la question sociale, loin de disparatre (13% de la population sous le seuil de la pauvret en France) s'est transporte vers les priphries priurbaines et rurales des grandes villes, o « l'on retrouve la majorit des ouvriers et employs, souvent du secteur priv, des agriculteurs, mais aussi l'essentiel des retraits modestes, souvent prcaires, essentiellement des anciens ouvriers et employs » (Guilluy, 2010, p. 110-111).

L'addition du sparatisme social et du sparatisme culturel explique qu'aujourd'hui les partis populistes prolifrent [12] et montent en puissance travers les pays europens. Leurs succs aux Pays-Bas, celui du PVV (Parti pour la libert) aux lections lgislatives du 8 Juin 2010, en Sude, ou en Avril 2011 en Finlande, en sont une dmonstration. Et il serait politiquement irresponsable de ne pas voir dans ces phnomnes la transcription lectorale de l'inquitude des peuples europens ; laquelle pourrait prendre une ampleur considrable si la crise sociale s'approfondissait ou s'ternisait. Or, compte tenu que l'Union europenne n'est pas parvenue europaniser ses citoyens en les intgrant dans une mme communaut politique, la vraie question politique sous-jacente qui risque de se poser moyen terme sera de savoir comment fdrer les populismes afin d'viter l'clatement de l'Union europenne.

C'est qu'en effet, comme l'a montré une enquête récente, l'indifférence caractérise toujours les relations qu'entretiennent entre eux les Européens, (Politique européenne, 2008/3). Pas d'hostilité, mais peu de solidarité et d'empathie dans la mesure où « d'une part, tout le monde joue pacifiquement le même jeu et y prend (plutôt) plaisir, d'autre part, tout le monde reste un partisan, plus ou moins distancié de ses intérêts propres » (Politique européenne, 2008, p.25). L'enquête incite au scepticisme quand elle analyse les réactions (par exemple, l'indifférence des Français et des Belges francophones pour leurs voisins européens, cf., p.143-164) à la question importante de savoir si une « préférence pour les autres Européens » pourrait, dans le moyen terme, compenser l'absence de connaissance, d'intérêt et d'attachement des Européens pour leur Union. Mais, la situation peut évoluer quand de nouveaux enjeux rassembleurs apparaissent. Comme en Suisse où pendant des siècles les communautés, séparées par les langues, se sont ignorées et qui, maintenant, se retrouvent dans leur patrimoine culturel commun et cela à travers un vote plus national à l'occasion de différentes consultations référendaires.

3 – Union européenne : éclatement ou reterritorisations fédératrices ?

[Retour à la table des matières](#)

La mondialisation et la déterritorialisation des économies nationales génèrent de redoutables effets déstructurant sur les sociétés, notamment au sein de l'Union européenne où existent des systèmes d'assistance et de protection sociales généralement coûteux en termes de prélèvements obligatoires. L'ouverture des frontières à la libre circulation des biens et des facteurs, mais aussi des individus, objectifs poursuivis par l'OMC et par l'Union européenne, conduit à accepter une concurrence internationale où les avantages comparatifs sont déterminés par la faiblesse du taux de salaire ou /et de la protection sociale. Dès lors, comme on l'a vu, des déficits extérieurs structurels sont apparus au sein de toutes les économies qui n'avaient pas les moyens de faire face au « libre échange » en même temps qu'elles disposaient, en raison de leur appartenance à la zone euro, d'une monnaie forte. Mais, pire encore, celle-ci a escamoté les faiblesses et les déséquilibres et

encourag les spculations dans les pays o par sa seule existence elle engendrait un pouvoir d'achat artificiel. Aujourd'hui, ces dsquilibres n'ont aucune chance de se rsorber, sauf dans deux hypothses: la sortie de la zone euro des Etats les plus affects ou, comme cela semble tre la direction choisie, l'adoption d'une forte austrit qui menace la demande interne d'une violente dpression. Ce choix politique risque d'autant plus de conduire la rvolte des peuples que ses effets se cumuleront dans les annes qui viennent avec ceux engendrs par la dsindustrialisation (les services ne constituent pas un gisement d'emploi qui puisse tre substitu l'emploi industriel) et par le vieillissement des populations. Ces perspectives amnent Niall Ferguson et d'autres penser que la survie long terme de l'euro est improbable (Ferguson, 2010).

Pourtant, le seul moyen pour les Europens de surmonter les difficults dans lesquelles ils se sont mis consiste recrer les conditions d'une croissance endogne base sur la relance de l'emploi, la fin de la dflation salariale et le renouveau de la natalit dans le cadre d'une reterritorialisation fdratrice, susceptible de rduire les effets de leurs divergences conomiques, et incluant la Russie afin qu'ils se garantissent mutuellement la scurit nergtique. Cette restructuration devrait s'accompagner d'une nouvelle politique tarifaire europenne destine compenser les diffrentiels de cot de production des produits manufacturs avec les pays tiers.

3-1 Le nouveau territoire montaire de l'euro menac ?

 ce jour, le territoire montaire de l'euro qui comprend 17 Etats, depuis l'adhsion mritante de l'Estonie, est le seul qui soit vritablement unifi. Il l'est puisqu'il est dirig depuis un seul et mme centre, la Banque centrale europenne, et qu'il dispose du mme et unique signe montaire. Aprs avoir rendu depuis qu'elle existe de notables services, la monnaie unique est maintenant menace par les divergences conomiques qui loignent les Etats priphriques de leurs partenaires du centre, principalement l'Allemagne. Mais, la construction europenne est la seule rponse aux dfis communs et la fin de la zone euro s'avre en fait assez peu raliste en raison des problmes qu'elle poserait chaque Etat.

Il faut rappeler que la stabilité monétaire induite par la création de l'euro, en supprimant les variations de change à l'intérieur de l'Europe, a contenu l'inflation : à peine +1,97% sur 20 ans. Deux types de produits ont vu leurs prix augmenter de façon régulière : les énergies et les matières premières d'un côté, les produits alimentaires de l'autre. Mais cela sans rapport avec l'euro car si son appréciation renchérit les exportations, elle diminue le coût des importations. En revanche une « sortie » de l'euro, de l'un des adhérents, et à plus forte raison sa disparition pure et simple n'iraient pas sans inconvénient. Pour les Etats disposant des devises les plus faibles, cela se traduirait par une explosion de leurs dettes (multiplication par 3 ou 4), par une hausse des taux d'intérêts (de 2 à 10%), par une perte de crédit auprès des institutions financières. Selon une étude prospective de la banque néerlandaise ING, en cas de suppression de l'euro, la production baisserait de 4% à 9% dans les différents membres tandis que l'inflation grimperait à 10% en Espagne et au Portugal, alors que l'Allemagne et les autres grands pays seraient confrontés à un choc déflationniste (Treanor, 2010). Sûrement que ces considérations ont incité les autorités grecques à ne pas envisager de solution aux difficultés économiques de leur pays en sortant de la zone euro.

[13]

Le vrai problème réside dans l'endettement généralisé des économies européennes, le poids des dépenses publiques, notamment des dépenses de fonctionnement, car il est anormal qu'un Etat s'endette pour fonctionner (ex : les 390 millions d'euros empruntés fin 2010 par l'Etat français pour payer ses fonctionnaires, ou les 20 milliards d'euros de déficit de l'assurance-santé en France). Dans ces conditions, sachant que la résorption des déficits des soldes courants sera un objectif particulièrement difficile à atteindre pour les pays les moins compétitifs en termes réels de l'espace-euro, le prix à payer peut être important et durable. C'est pourquoi la viabilité de longue période de la zone euro dépend aussi de la volonté des États membres de créer une régulation économique supranationale couvrant à la fois leurs politiques conjoncturelles et leurs actions structurelles de façon à homogénéiser davantage le tissu productif européen (objectif difficile à atteindre) ou à défaut à compenser les écarts de niveau de vie entre les différents territoires de la zone, en mobilisant une réelle solidarité européenne. L'économiste américain Paul Krugman ne voit, pour sa part, de remède à la crise européenne que dans l'intégration budgétaire, tout en se montrant favorable à la proposition faite

d'une *Agence europenne de la dette* qui mettrait des titres (*euro-obligations*) mis la disposition des conomies en difficults, et garantis par la communaut europenne (Krugman, 2011).

La solution ne saurait, en effet, provenir de la seule course sans fin (compte tenu de ce qu'est l'environnement conomique et social international) l'amlioration de la comptitivit comme cela ressort du « pacte de convergence conomique » concoct par la France et surtout par l'Allemagne (qui tient la fixation d'un plafond constitutionnel de dficit pour chaque membre de la zone euro). C'est pourquoi, au plan commercial, sans forcment remettre l'ordre du jour la notion de prfrence communautaire difficile mobiliser (en raison de la position spcifique de l'Allemagne dans les changes internationaux), un changement de rgime s'impose.

Afin de maintenir et de relever la demande intrieure, il s'agit, d'une part, de prserver les derniers sites industriels europens (aujourd'hui le ratio export/import de l'UE avec la Chine pour les produits manufacturs est de 1 3), et d'autre part, d'viter la dflation salariale engendre par la concurrence des pays bas salaires, les dlocalisations, et l'immigration de personnes non qualifies. Cette relance de la croissance endogne implique la substitution d'une politique commerciale pragmatique et circonstancie (c'est dire sectorise, pondre en fonction des vulnrabilits et adapte aux diffrents partenaires extrieurs) la mise en uvre systmatique de la doctrine libre-changiste et multilatrale.

3-2 Les reterritorisations fdratrices de l'Europe

Au fond, il s'agit de recentrer l'Union europenne sur ses intrts conomiques et ses enjeux sociaux, et d'en faire l'institution qui permet aux peuples europens de surmonter les consquences d'une globalisation qui risque sinon de les pousser vers un « sauve qui peut » catastrophique pour chacun. Car aucun pays d'Europe, quoiqu'en disent les nationalistes de tous bords qui prnent la rupture, ou pour le moins le sparatisme montaire, n'a les capacits de dfendre seul ses intrts dans un monde de plus en plus domin par les Etats forte masse-critique et par les firmes dterritorises. Or, un tel objectif ne parat concevable que

dans une démarche fédérative progressive. Elle pourrait se manifester par des reterritorisations différenciées de l'espace européen.

En premier lieu, de façon urgente, s'impose l'approfondissement de l'intégration économique avec une coopération renforcée autour du « noyau dur » de la zone euro. Il a d'ailleurs été envisagé sous la forme d'un « gouvernement économique européen » commun aux États membres aux structures les plus convergentes. Mais plus que jamais, c'est vers un État fédéral européen qu'il faudrait se diriger, car compte tenu des décisions d'ordre politique à prendre par un tel gouvernement, il s'élèvera par nécessité au rang de véritable exécutif européen. En outre, un Etat européen (construit et fédéré de préférence sur une base régionale plutôt que nationale pour de multiples raisons d'équilibre et de représentation) serait le seul moyen de renouer avec l'Etat-providence, parce qu'il serait en mesure d'opérer les harmonisations nécessaires (sociale, fiscale, etc.) et qu'il aurait les capacités de mener des politiques d'investissement et de relance à grande échelle. D'ores et déjà, l'Union européenne devrait se préoccuper plus activement des questions de cohésion sociale et territoriale afin que ne s'aggravent pas les disparités interrégionales en Europe, faute de quoi, les tensions sociales pourraient devenir insupportables.

De ce point de vue, la politique d'élargissement est à reconsidérer dans la mesure où n'étant pas, en même temps, une politique d'approfondissement de l'intégration, elle a conduit à accroître les difficultés de l'Union européenne. Elle concerne, en effet, des pays très en retard en matière de développement économique et social et elle doit donc marquer une pause. Hormis les derniers Etats inclusifs de l'espace européen, les Etats balkaniques, elle n'a plus de raison d'être. Sauf du côté de l'Ukraine et de la Russie, par rapport à l'évidente complémentarité des économies (ressources naturelles d'un côté, occasions d'investir de l'autre), et à la dynamique territoriale d'un vaste espace à aménager, le tout assis sur la sécurité énergétique et alimentaire (laquelle constitue l'un des grands enjeux mondiaux qui se dessinent). Les bouleversements historiques de ces dernières années ont créé une situation géostratégique et géoéconomique tout à fait inédite (une solidarité de fait) pour l'Europe et la Russie par rapport au reste du monde. Rien ne serait plus maladroit et pénalisant pour tous les partenaires continentaux que de voir les deux ensembles continuer à se tourner le dos.

Enfin, la gestion des territoires et des frontières mérite d'être revue afin de préserver du mieux possible l'Union européenne des turbulences du monde environnant. En particulier à un moment où tout peut arriver au sud de la Méditerranée. Cela implique notamment une réelle maîtrise des flux migratoires de manière à ce qu'ils n'engendrent pas des coûts économiques, sociaux et sociétaux supplémentaires. Dans ce sens, une harmonisation stricte et un renforcement sécuritaire des accords de Schengen est nécessaire de façon à ce que l'immigration massive ne vienne plus compliquer une situation sociale et intra-communautaire difficile dans un contexte de rareté relative de la demande de travail en Europe.

[14]

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

L'avenir économique et social des pays européens paraît assez mal engagé. En raison de leur endettement et de leur très faible marge de manœuvre dans une économie de marché déterritorialisée qui a dilué leurs avantages comparatifs. Seule l'Allemagne, grâce à la remarquable spécialisation de son outil de production et à son dialogue social, est dans une position favorable, mais menacée par une catastrophe démographique imminente.

Le cumul des tensions inhérentes à la relative paupérisation des classes moyennes et populaires et à l'affaiblissement de la protection sociale, avec la montée du communautarisme engendré par une immigration extra-européenne non maîtrisée, explique un peu partout sur le continent, des appels à la dissidence territoriale et politique. La montée des séparatismes fait courir à l'Union européenne, et à la zone euro à plus court terme, le risque de l'éclatement. Pourtant, dans le monde clos et éminemment concurrentiel actuel, en plein bouleversement géopolitique, c'est plutôt du côté des reterritorisations fédératrices prenant en considération les inquiétudes justifiées des peuples européens que se trouvent les chances d'une résolution des conflits potentiels et d'une satisfaction de leurs intérêts mutuels.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

APPADURAI, Arjun, 2007, Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation, Paris, Payot ; 2001, Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation, Paris, Payot.

ATTALI, Jacques, 2010, Tous ruinés dans dix ans ? Dette publique : la dernière chance, Paris, Fayard.

BULL Hedley, 1977, The Anarchical Society. Study of Order in World Politics, Londres, Palgrave.

DIJKINK, Gertjan, 2010, Territorial Shock: Toward a Theory of Change, L'Espace politique, 12/2010-3

DUMONT Gérard-François, 2006, Les territoires face au vieillissement en France et en Europe. Géographie-Politique-Prospective, Paris, Ellipses.

DUSSOUY, Gérard, 2009, Les théories de la mondialité. Traité de Relations internationales, tome 3. Paris. L'Harmattan.

FERGUSON, Niall, La Tribune, 15/02/2011.

GUILLUY Christophe, 2010, Fractures françaises, Paris, François Bourin.

MILLARD, Rosie, 2010, Très chers confettis d'empire, Courrier International, n°1001.

OHMAE, Kenichi, 1996, De l'Etat-nation aux Etats-région, Paris, Dunod.

POLITIQUE EUROPEENNE, 2008, Amours et désamours entre Européens. Vers une communauté de citoyens ? Sous la direction de Céline Bélot et Christophe Bouillaud, n°26.

RICHE-FLORES Véronique et PRETET Frédéric, 2007, Démographie mondiale : les 1001 facettes d'un choc annoncé, Paris, Société Générale.

ROTHKOPF, David, 2008, Superclass. The Global Power Elite and The World They Are Making, Londres, Little Brown.

SIMMEL, Georg, 2005, L'argent dans la culture moderne et autres essais sur l'économie de la vie, Paris, Maison des Sciences de l'Homme/presses de l'Université Laval.

SMITH, Anthony, 1999, The Ethnic Origins of Nations, Londres, Blackwell Publishers; 1998, Nations and Nationalism in a Global Era, Londres, Polity Press.

TREANOR, Jill, 2010, Faire éclater la zone euro, ce serait le chaos, Courrier International, n°1028.

TRIBALAT, Michèle, 2010, Les yeux grands fermés, Paris, Fayard.

Fin du texte